

## Compte-rendu de la conférence / débat<sup>^\*</sup>

du 11 février 2009, donnée en présence de différents  
Formateurs IUFM, Enseignants, Étudiants, Citoyens  
au sujet de la

# «Réforme de la formation des enseignants du secondaire et du primaire »

## INTRODUCTION par un formateur CAPES-AGREG maths

Objectifs affichés par le gouvernement

### 1. Améliorer la formation des enseignants

Critique exprimée = nouveaux profs insuffisamment armés pour bien prendre en charge des classes. C'est sans doute le cas.

Solution proposée = réduction de la formation sur le terrain

### 2. Revalorisation du métier d'enseignant

Actuellement, formation des stagiaires en alternance (rémunéré 1600€ par mois)

Réforme proposée : M2 non payés (stage de 4,5 semaines non rémunéré).

Bourses ? On ne sait pas.

### 3. Mise en conformité avec directive européenne

Intervention de Loïs Lefeuvre: cf. Accords de Bologne (1996)

« L'idée d'une harmonisation des structures d'études en Europe est issue originellement des travaux de la commission Attali, chargée au départ à l'invitation du ministre Claude Allègre de réfléchir sur l'amélioration des relations entre les Grandes écoles et les universités. (Voir Rapport Attali<sup>^1</sup>) L'idée de base était que la valorisation de notre appareil éducatif passait par une mise aux normes internationales. ». (<http://www.cefi.org/CEFINET/ENVIRON/EUROPE/LMD.htm>)

→ Les pays de l'EU avaient 12 ans pour se mettre en conformité.

3 étapes : - mise en place du LMD

- Intégration de l'IUFM à l'université pour être en conformité avec le cadre européen

- Mastérisation de la formation des enseignants (même si, il y a 4 ans, au moment de la mise en place du LMD, l'idée de créer un Master enseignement était, officiellement, totalement exclue...)

<sup>^1</sup>: <http://www.education.gouv.fr/cid1911/pour-un-modele-europeen-d-enseignement-superieur.html>

*\* par A. Hemon*

- Les diplômés des M2 enseignement seront déclarés aptes à enseigner, mais ne seront pas tous lauréats d'un concours → création d'un vivier de contractuels pas chers.

Il est raisonnable de penser que le volume horaire des heures de vacations dans le secondaire va augmenter...

But ultime = suppression des concours de l'Education Nationale ? Suppression du statut de fonctionnaire de l'état pour devenir fonctionnaire territorial. Inscription sur une liste d'aptitude pour postuler afin d'obtenir un poste.

(Note de la rédactrice. Vu ce qui se passe dans le reste de l'UE, ça paraît une projection plausible + c'est aussi une des préconisations du rapport Attali).

### **INTERVENANT : Loïs Lefevre, formateur Professeurs des Ecoles (PE) à l'IUFM (intégré à l'UBO)**

#### **→ 1<sup>er</sup> degré**

Les études montrent que les PE qui réussissent le concours construisent leurs acquis notionnels au lycée (Culture Général, etc.). Réforme du lycée prévoit resserrement autour des fondamentaux → baisse de la culture générale = réduction des acquis notionnels pour les futures générations.

6 ans que Loïs Lefevre travaille à l'IUFM → 6 ans qu'il y a un plan de réforme chaque année

Aucune évaluation des réformes successives

Suppression de l'IUFM = choix idéologique

#### Situation aujourd'hui

Métier de PE implique polyvalence, pluridisciplinarité. Il est pour l'instant défini par un référentiel de 10 compétences fondamentales sur 7 champs disciplinaires → permet de prendre en charge des élèves de petite section au CM2

Recrutement 1/3 de scientifiques, 1/3 de littéraires, 1/3 de sciences éco

Pour l'instant, formation alternée. Nécessité d'une formation articulée entre formation notionnelle (de gros volumes horaires sont consacrés aux champs disciplinaires, et sont pourtant insuffisants), formation didactique & pédagogique. Allers-retours entre pratique sur le terrain, réflexion & enseignement.

Stage = 18 semaines en alternance (dont 13 en responsabilité)

#### Plan de Master

4,5 semaines de stage pendant le M2 (= 108h)

Multiplicité des objectifs pendant l'année de M2 :

- préparation au concours
  - classe pendant 4,5 semaines
  - rédaction du mémoire de recherche pour obtenir le M2
  - des UE de reconversion professionnelle en cas d'échec au concours
- Ingérable ; générera des abandons

Réduction sensible de la place de certains champs disciplinaires. Risque de resserrement sur les fondamentaux. Seules les choses mesurables / chiffrables sont prises en compte. Les arts plastiques ne sont pas chiffrables → ce qui n'est pas chiffré disparaît

⇒ option claire prise sur la conception du métier de PE

Nécessité de mettre à plat les visions de tous les partenaires (Université, IUFM, enseignants en poste)

## **INTERVENANT : Yves Kuster, formateur SVT à l'IUFM → 2n degré**

'93 → 1<sup>ère</sup> opposition aux IUFM = Fillon

IUFM critiquée mais critiques jamais basées sur des évaluations. L'IUFM est même parfois accusée de ne jamais être évaluée. Les évaluations existent pourtant (tous les 4 ans), mais ne sortent jamais des tiroirs du Ministère

C'est un fait = hétérogénéité des IUMF, des problèmes dans certains d'entre eux.

Lors de la dernière évaluation, l'IUFM de Bretagne était mieux noté que l'UBO qui la intégré

Volonté politique à moyen terme : suppression des concours → certificat d'aptitude

Réforme en elle-même n'est pas nouvelle : demande de maîtrise appliquée à tous les fonctionnaires de catégorie A. Les enseignants souhaitent que seuls les lauréats des concours soient « maîtrisés ». Cela n'a pas été accepté

→ L'université doit prendre en charge tous les candidats au concours

Les stagiaires (après admission au concours) seront en poste à plein temps avec un « compagnon » pendant une année. Ce n'est plus de la formation initiale, mais de la formation continue. L'éducation Nationale ne contribue plus au financement de la formation initiale.

Difficultés prévues pour mettre en place le compagnonnage

A l'heure actuelle, les stagiaires ont 8h de cours par semaine en responsabilité. Il est déjà difficile de trouver un conseiller pédagogique dans l'établissement dont l'EdT soit compatible avec celui du stagiaire.

Qu'en sera-t-il avec 15 ou 18h de cours ? → Aide réduite, et sans doute pas dans tous les établissements.

Le continuum nécessaire entre le notionnel, le didactique et le pédagogique sera impossible (il n'y en avait déjà pas assez)

Suppression du stage d'un an = 20 000 postes économisés par l'Education Nationale

1<sup>er</sup> semestre du M2

Préparation des écrits des concours (décembre)

2<sup>ème</sup> semestre du M2

- si on est admissible (20% des étudiants): 1 stage de 6 semaines (rémunéré 2000€)

+ 1 mémoire de recherche + les oraux du concours

→ Si M2 non obtenu, bénéfice du concours perdu

- si pas admissible : formation aux métiers de la formation

→ pourront devenir contractuels ou reconversion

Pbl pour l'université : devra gérer 2 sortes d'étudiants différents lors du 2<sup>ème</sup> semestre de M2 et devra prendre en charge beaucoup plus d'étudiants ayant échoué aux écrits que d'admissibles...

→ le concours au milieu d'un diplôme est un non-sens.

Conclusion : réforme inacceptable parce

précipitée (délais très courts – qqs semaines – pour tout mettre en place)

mal réfléchi

à l'économie